

La lettre de la CPI #07 avril 2006

Cour
Pénale
Internationale

International
Criminal
Court



Président Kirsch

Éditorial p.1 | Message du Président p.1 | Visite du Secrétaire général de l'ONU à la CPI p.2 | Première arrestation pour la CPI p.2 | Questions fréquentes concernant la détention p.3 | Le Greffe et les droits de la Défense p.4 | Le Bureau du conseil public pour les victimes p.5 | Décès du Dr. Medard Rwelamira p.6 | Conclusions de la quatrième session de l'Assemblée des États parties p.6 | Quatrième session de l'Assemblée en détail p.7 | Installation des juges élus en janvier 2006 p.8 | Election de la Présidence de la Cour p.8 | Le Procureur fait état de progrès dans les enquêtes menées au Darfour p.9 | Les relations entre la CPI et le Conseil de sécurité de l'ONU p.9 | Réunion avec les ONG lors de l'Assemblée des États parties p.10 | Serge Brammertz prend la tête de l'enquête ouverte par l'ONU sur l'assassinat de l'ex-Premier Ministre libanais Rafiq Hariri p.10 | Visite du Président Kirsch en Inde et au Pakistan p.11 | La CPI participe à des ateliers d'information et de sensibilisation p.11 | Dernières mises à jour concernant le recrutement p.11 | Derniers Documents publiés p.12 |

Éditorial

Un des principes fondamentaux du procès équitable est celui de l'égalité des armes. Ce principe ne repose pas sur une équation mathématique mais exige de parvenir à un juste équilibre entre l'Accusation et la Défense. Cet équilibre peut être atteint en termes de droits, mais également en termes de moyens et de qualité.

Alors que le Bureau du Procureur forme partie intégrante, bien qu'indépendante, de la Cour pénale internationale, le Greffe, en tant qu'organe neutre, est structuré de manière à garantir le plein exercice des droits de la Défense.

Le Bureau du conseil public pour la Défense a été créé aux côtés de la Section d'appui à la Défense. La même structure a également été mise en place pour les victimes. Il est crucial que la Cour puisse s'appuyer sur un réseau de conseils qualifiés, tant pour la Défense que pour les victimes, et que ceux-ci reflètent le caractère international de l'institution.

Dans cette édition de la Lettre de la CPI, vous trouverez de nouvelles informations sur les initiatives prises à ce jour dans le domaine de la représentation des accusés et des victimes.

Bruno Cathala, Greffier

Message du Président

Après avoir été arrêté et remis à la Cour, M. Thomas Lubanga Dyilo a comparu pour la première fois devant la Chambre préliminaire I le 20 mars. Il est accusé d'avoir commis des crimes sur le territoire de la République démocratique du Congo depuis juillet 2002. Grâce à la coopération ayant permis l'arrestation et la remise de M. Lubanga, le procès peut désormais commencer. La Cour est prête à s'engager dans cette phase de ses activités.

La Cour se prépare également pour l'avenir. Comme l'Assemblée des États parties le lui a demandé, elle prépare une série d'objectifs prioritaires et de réalisations attendues pour l'institution dans son ensemble. À cette fin, nous développons un plan stratégique qui énonce la mission de la Cour, ses objectifs pour les années à venir et la stratégie à suivre pour les atteindre. Les cadres dirigeants de la Cour ont pour l'essentiel souscrit au plan et nous avons discuté de l'état d'avancement de nos travaux avec le Comité du budget et des finances en avril. Le plan vise notamment à garantir l'efficacité, l'impartialité et la transparence de la Cour, à développer son identité institutionnelle et à garantir les droits de tous les participants aux procédures.

Le processus de planification stratégique a pour partie intégrante le développement d'un modèle de capacité de la Cour. Ce modèle est un outil de planification visant à fournir des estimations du nombre d'enquêtes, de procès et de procédures d'appel que la Cour peut conduire dans une même année avec différents niveaux de financement. Il facilitera également l'adéquation des ressources avec les activités et servira de base aux discussions entre la Cour et l'Assemblée des États parties.

Je me réjouis à l'idée de travailler avec mes collègues, pour relever les défis exaltants qui nous attendent.

Juge Philippe Kirsch, Président de la CPI

Visite du Secrétaire général de l'ONU à la Cour pénale internationale

Mercredi 12 avril 2006, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU), M. Kofi Annan, a effectué une visite officielle à la Cour pénale internationale (CPI). M. Annan et la délégation qui l'accompagnait ont visité une des salles d'audience et ont ensuite rencontré des membres de la Présidence ainsi que Mme Fatou Bensouda, procureur adjoint.



Lors de cet entretien, le Président de la Cour, M. Philippe Kirsch, et Mme Bensouda ont respectivement donné un aperçu des activités menées par la Cour et le Bureau du Procureur. Le juge Kirsch a remercié le Secrétaire général de son soutien personnel de longue date en faveur de la CPI et du soutien apporté à la Cour par l'ONU. M. Annan a également abordé avec ses hôtes la question de la coopération entre l'ONU et la CPI et celle du rôle que la CPI est amenée à jouer dans le cadre du système de justice pénale internationale. Le Statut de Rome a été négocié sous les auspices de l'ONU. À la suite de la création de la CPI, M. le juge Kirsch et M. Annan ont signé l'Accord régissant les relations entre l'ONU et la CPI en octobre 2004. Le 8 novembre 2005, M. le juge Philippe Kirsch a prononcé un discours devant l'Assemblée générale des Nations Unies lors de la séance de l'Assemblée consacrée à l'examen du premier rapport présenté par la Cour à l'Organisation.

Première arrestation pour la Cour pénale internationale

Le 17 mars 2006, M. Thomas Lubanga Dyilo, de nationalité congolaise, fondateur et dirigeant présumé de l'Union des patriotes congolais (UPC), a été arrêté et remis à la Cour pénale internationale, à Kinshasa, dans le cadre de la procédure judiciaire prévue dans le Statut de Rome.

M. Thomas Lubanga doit répondre de crimes de guerre visés à l'article 8 du Statut, commis sur le territoire de la République démocratique du Congo depuis juillet 2002.

La Chambre préliminaire I a délivré, sous scellé, un mandat d'arrêt contre M. Lubanga le 10 février 2006. La Chambre préliminaire a conclu qu'il y avait des motifs raisonnables de croire que M. Lubanga a commis des crimes de guerre consistant en l'enrôlement, la conscription d'enfants de moins de 15 ans et à faire participer activement des enfants de moins de 15 ans à des hostilités. Elle a demandé à la République démocratique du Congo de l'arrêter et de le remettre à la Cour. Le Greffier a procédé à la notification de la décision aux autorités congolaises le 14 mars 2006, conformément aux instructions de la Chambre préliminaire.

Le 17 mars 2006, la Chambre préliminaire I a levé les scellés dont faisait l'objet le mandat d'arrêt contre M. Thomas Lubanga.

Comme le prévoit l'article 59 du Statut, M. Lubanga a comparu devant l'autorité judiciaire compétente à Kinshasa. Les autorités congolaises ont coopéré avec la Cour dans

l'esprit du Statut en exécutant de façon diligente la demande de celle-ci. Aux fins de l'exécution de la décision de la Chambre préliminaire I, le Gouvernement français a répondu favorablement à une demande de coopération de la Cour en mettant à sa disposition un avion militaire pour procéder au transport de M. Lubanga. La MONUC a également apporté son soutien à l'opération.

M. Lubanga est la première personne arrêtée et remise à la Cour pénale internationale depuis l'entrée en vigueur du Statut en juillet 2002. Le Procureur de la Cour a commencé à enquêter en République démocratique du Congo en 2004, après le renvoi à la Cour de la situation dans ce pays par le Gouvernement congolais.

La Cour a délivré ses premiers mandats d'arrêt en juillet 2005 dans la situation en Ouganda. Ces mandats visaient cinq responsables de l'Armée de résistance du Seigneur. Des enquêtes sont également en cours en ce qui concerne la situation du Darfour qui a été déferée au Procureur de la CPI par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies le 31 mars 2005.



Première comparution de M. Thomas Lubanga

Questions fréquentes concernant la détention

Terry Jackson, chef du quartier pénitentiaire de la CPI, nous répond

Combien d'accusés peuvent être détenus au quartier pénitentiaire ?

Nous disposons de 12 cellules dans un quartier pénitentiaire à La Haye, et donc, en vertu des normes internationales en vigueur qui imposent une seule personne par cellule, nous pouvons accueillir 12 détenus. Si le nombre de détenus dépasse ce seuil, la Cour devra entamer de nouvelles négociations avec les autorités néerlandaises pour augmenter la capacité d'accueil.

Quelles normes internationales régissent les conditions de détention des personnes accusées et détenues par la CPI ?

Plusieurs instruments internationaux de premier plan s'appliquent en la matière. Les trois mentionnés ci-après sont les plus couramment utilisés :

- Ensemble de règles minima des Nations Unies pour le traitement des prisonniers
- Principes fondamentaux relatifs au traitement des prisonniers
- Ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement

Les règles régissant les modalités de détention des accusés ont-elles été finalisées ?

Oui, les règles régissant les modalités de détention des accusés figurent au chapitre 5 du Règlement du Greffe, récemment approuvé par la Présidence. Les procédures de fonctionnement standard du quartier pénitentiaire se fondent sur le Règlement du Greffe. Le quartier pénitentiaire est désormais opérationnel.

Combien d'heures par jour les détenus passeront-ils dans leur cellule ?

Notre objectif est de mettre en place des activités quotidiennes qui permettront aux détenus de passer une bonne partie de la journée hors de leur cellule et de passer le maximum de temps avec d'autres personnes pour avoir l'esprit occupé. Tout dépendra de la pratique quotidienne de l'établissement mais, de manière générale, l'emploi du temps prévoit des périodes assez longues à l'extérieur avant de réintégrer la cellule, généralement à 20 h 30.

À quelles infrastructures les détenus auront-ils accès ?

L'aile dans laquelle se trouvent les cellules est totalement autonome. Chaque cellule est équipée d'installations sanitaires complètes, ce qui veut dire que chaque prisonnier a des toilettes et un endroit pour se laver. Des douches, également installées dans le même bâtiment, sont à la disposition des détenus qui y accèdent librement. L'aile abrite en outre une vaste salle à manger servant également de salle commune. En dessous de l'étage des cellules se trouvent les salles de visite pour les familles et les conseillers juridiques ainsi qu'une cour extérieure pour l'exercice en plein air. Nous espérons en outre pouvoir proposer à chaque détenu des cours de langue ainsi que des cours d'artisanat. Il y a également un petit gymnase où les détenus pourront s'entraîner une fois par semaine avec un professeur d'éducation physique. Notre premier détenu fait déjà bon usage de ces installations.

Quelles sont les autres dispositions s'agissant du bien-être physique et psychologique des détenus ?

Sur le plan spirituel : nous ferons appel aux services de la prison d'accueil dont certains membres remplissent un rôle d'accompagnement psychologique. Ces derniers visiteront régulièrement le quartier pénitentiaire, en fonction des convictions religieuses de chacun.

Sur le plan culturel : la nourriture est toujours un sujet sensible en prison. Si la nourriture ne répond pas à certains critères, elle peut nuire aux détenus de bien des manières, et ce, d'autant plus compte tenu de la diversité des cultures auxquelles nous serons probablement confrontés. Nous devons donc nous attacher à fournir aux détenus, originaires du monde entier, une alimentation saine et équilibrée, conforme à leurs pratiques alimentaires.

Sur le plan linguistique : la Section de traduction et d'interprétation de la Cour couvre actuellement tous nos besoins en matière linguistique. Outre les interventions ponctuelles des interprètes de permanence, nous avons recensé et fait traduire, dans les langues avec lesquelles nous devrions travailler dans un premier temps, les principaux documents qui fourniront les informations préliminaires à la personne détenue.

Il va de soi que les choses s'amélioreront avec le temps et nous avons bon espoir de pouvoir fournir aux détenus les informations dont ils ont besoin dans leur propre langue. Par ailleurs, les membres du personnel du quartier pénitentiaire ont été recrutés, en partie, du fait de leurs connaissances linguistiques.

Questions concernant les femmes : les normes internationales imposent la séparation des hommes et des femmes en matière « d'hébergement ». Cependant, si nous accueillons une détenue, elle doit pouvoir avoir des contacts avec d'autres personnes en détention. Nous ferons en sorte qu'elle puisse passer du temps en compagnie d'autres détenus, étant entendu qu'elle disposera de sa propre cellule.

Pour quelles autres raisons des détenus pourraient-ils être séparés des autres ?

Il est possible que des factions rivales soient détenues au centre et qu'il soit nécessaire de les séparer les unes des autres. Ou bien si la vie d'un détenu est menacée par un autre détenu, il sera alors peut-être nécessaire de l'isoler.

À quoi les détenus doivent-ils s'attendre en arrivant au quartier pénitentiaire ?

Il faut sans doute s'attendre à ce que toute personne arrivant ici éprouve une certaine appréhension face à ce qui l'attend. Chacun juge d'après son expérience. Aussi certains seront-ils effrayés, voire traumatisés après avoir fait le voyage jusqu'à La Haye. C'est pourquoi il est essentiel d'accomplir certaines choses dès les premières heures qui suivent l'arrivée des détenus :

- présenter leur nouvel environnement aux détenus avec tact ;
- établir immédiatement le contact, leur parler et les amener à exprimer les craintes qu'ils pourraient éprouver ;
- accomplir toutes les tâches officielles requises ;
- faire en sorte que la première nuit et les jours suivants soient mis à profit pour s'assurer que les détenus sont bien installés ; qu'ils comprennent où ils sont, pourquoi ils sont là et ce qui va se passer les prochains suivants.
- la personne détenue doit également subir un examen médical complet, et il faut s'assurer que son état de santé est contrôlé de manière continue et rigoureuse et qu'elle reçoit les soins nécessaires de personnes qualifiées.

Suite page 4

Suite de la page 3

**Quelles sont les règles en matière de visite ?
Qui a le droit de rendre visite à un détenu ?**

La situation dans laquelle nous nous trouvons est totalement inédite car nous ne savons pas exactement de quelles régions du monde proviendront les visiteurs. Or nous devons nous efforcer de rendre leur séjour ici le meilleur possible et faire preuve de tout le respect et la compréhension possibles. Ce qui peut vouloir dire d'autoriser les visites le week-end. Nous devons faire preuve de souplesse en la matière afin de permettre aux familles de profiter au maximum du temps qu'elles passeront ici, car la plupart n'auront pas la possibilité de faire fréquemment le déplacement.

Des accords ont-ils été conclus avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) concernant le contrôle des conditions de détention ?

Des discussions sont toujours en cours mais nous sommes en passe de signer un accord qui désignera officiellement le CICR comme l'organe international chargé de surveiller notre quartier pénitentiaire.

Le Greffe et les droits de la Défense

Fournir une assistance appropriée aux conseils de la Défense appelés à exercer devant la Cour pénale internationale revêt une importance capitale, pour ne pas dire fondamentale, au regard des articles 55 et 67 du Statut de Rome ainsi que des règles 8, 20 et 22 du Règlement de procédure et de preuve qui définissent le cadre dans lequel s'inscrivent les activités de la Section d'appui à la Défense depuis sa création.

Tandis que les deux articles du Statut précités accordent aux personnes qui pourraient être amenées – ou le sont déjà – à comparaître devant la Cour en qualité de défendeur un certain nombre de droits qu'il incombe à la Chambre de faire respecter, le Règlement confère au Greffier des responsabilités précises quant à l'exercice de ces mêmes droits. Parmi les instruments appliqués pour garantir le respect de ces droits figure la liste de conseils répondant aux critères énoncés dans le Règlement de procédure et de preuve de la Cour, qui est établie et mise à jour par le Greffe. Le défendeur doit pouvoir bénéficier de la plus grande liberté possible dans le choix de son conseil, le degré de qualité de ce dernier étant garanti par les qualifications dont tout juriste intervenant devant la Cour doit disposer, à savoir :

- des compétences en droit international ou en droit pénal et en matière de procédures ;
- dix ans d'expérience du procès pénal, que ce soit en exerçant des fonctions de juge, de procureur ou toute autre fonction analogue ;
- une excellente connaissance de l'une au moins des langues de travail de la Cour ;
- n'avoir jamais été condamné pour des infractions criminelles ou disciplinaires graves considérées comme incompatibles avec la nature des fonctions qui sont celles des conseils exerçant devant la Cour.

Bien que l'inscription sur la liste de conseils de quelque 133 personnes constitue un grand pas en avant dans la mise à disposition, pour toute personne requérant une aide judiciaire, d'un conseil figurant sur la liste précitée, le Greffe entend étendre encore davantage cette dernière afin de donner aux intéressés la plus grande liberté de choix possible. Quoique la situation actuelle en la matière reflète très exactement les candidatures reçues jusqu'ici, le Greffe porte une attention toute particulière à la répartition géographique et la parité hommes-femmes.

S'agissant de la question de la répartition géographique, la Section d'appui à la Défense a demandé à plusieurs reprises aux associations

nationales et internationales d'encourager leurs membres à se porter candidats à l'inscription sur la liste de conseils. Quant à la parité hommes-femmes, le Greffe met actuellement au point une stratégie visant à encourager les femmes à poser leur candidature dans l'espoir que, tant en termes relatifs qu'absolus, leur nombre ira en augmentant.

Parallèlement à la liste de conseils, le Greffe a instauré un système d'aide juridictionnelle applicable dès lors que les défendeurs ne peuvent faire face aux coûts de leur représentation en justice. Fondé sur le postulat que le conseil ne travaille pas de manière isolée, ce projet prévoit l'intervention, en fonction de l'état d'avancement de la procédure et de l'évolution des besoins, de différentes équipes de juristes. De façon à permettre au conseil de choisir les membres de cette formation collégiale, le Greffe envisage de dresser, à la suite de l'adoption du Règlement du Greffe, une liste d'enquêteurs professionnels ainsi qu'une liste d'assistants, lesquelles incluront des spécialistes dans divers domaines ainsi que des juristes ne répondant pas à la totalité des critères requis afin de figurer sur la liste des conseils.

Le Greffe a également préparé un projet de Code de conduite professionnelle des conseils, lequel a été transmis à l'Assemblée des États parties par la Présidence et adopté par cette dernière en décembre 2005. La Section d'appui à la Défense a elle aussi participé à l'élaboration du projet de Règlement de la Cour et de Règlement du Greffe.

Autant de résultats concrets qui n'auraient jamais pu être atteints sans un contact étroit et permanent avec les juristes professionnels : cet effort de concertation sans précédent consenti par le Greffe s'est traduit par des séminaires sur le rôle du conseil, de fréquentes consultations par écrit ainsi que des relations directes entretenues avec nombre d'associations et de juristes à travers le monde. Il a permis à la Section d'appui à la Défense d'examiner comme il se doit les sujets de préoccupation, les points de vue et les attentes de praticiens qui seront un jour amenés à représenter les défendeurs devant la Cour pénale internationale.

Le Bureau du conseil public pour les victimes

Pour la première fois dans l'histoire de la justice pénale internationale, les négociateurs du Statut de Rome ont placé les victimes au cœur de la procédure. Le Statut leur reconnaît le droit d'adresser des représentations, de soumettre des observations et de faire exposer et examiner leurs vues et préoccupations à tous les stades de la procédure dès lors que « [leurs] intérêts personnels [...] sont concernés ». En outre, le Statut octroie aux victimes la possibilité de demander réparation des préjudices subis en raison des crimes considérés – la Cour n'ayant pas seulement vocation à punir mais aussi à réparer. En vertu de la disposition première de la règle 90 du Règlement de procédure et de preuve, « les victimes sont libres de choisir leur représentant légal ». Mais compte tenu du nombre potentiellement élevé de victimes désireuses de participer à une procédure et de façon à assister les victimes dans l'exercice des droits que leur confère le Statut, la norme 81 du Règlement de la Cour charge le Greffe de « constitue[r] et développe[r] un Bureau du conseil public pour les victimes ». C'est ainsi qu'a été institué, le 19 septembre 2005, le Bureau du conseil public pour les victimes.

La mandat du Bureau

Aux termes de la norme 81 du Règlement de la Cour, le Bureau du conseil public pour les victimes doit fonctionner comme une entité totalement indépendante. Ses membres ne sauraient recevoir d'instructions sur la façon dont ils doivent représenter les victimes. En conséquence, le Bureau du conseil public pour les victimes relève du Greffe uniquement sur le plan administratif. Cette indépendance est une condition préalable à l'exercice de son mandat d'assistance et de

représentation tant des victimes que de leurs représentants légaux. Seule une telle indépendance permettra au Bureau de travailler sans subir de pression d'aucune sorte et de préserver la relation privilégiée que les victimes entretiennent avec leurs représentants légaux.

Conformément à la disposition 4 de la norme 81 du Règlement de la Cour, « le Bureau du conseil public pour les victimes fournit aide et assistance au représentant légal des victimes et aux victimes, y compris, le cas échéant en effectuant des recherches et en donnant des avis juridiques, et en comparaisant devant une chambre dans le cadre de questions spécifiques ».

En application de la norme 80 du Règlement de la Cour, les membres du Bureau peuvent être désignés comme représentants légaux des victimes.

Leurs fonctions incluent :

- la représentation légale d'une ou plusieurs victimes ou d'un groupe de victimes dès lors qu'ils sont désignés par une chambre ou par le Greffe ;
- la fourniture d'une assistance aux représentants légaux des victimes, quelle que soit la forme retenue ;
- la production de documents de référence factuels sur les situations déferées devant la Cour ;
- la production de documents de recherche et de conseils sur certains aspects du droit international pénal et, notamment, sur le droit relatif à la participation des victimes et aux réparations ;
- la création d'une bibliographie sur le droit international pénal.

Travail actuellement accompli par le Bureau

Le Bureau se consacre actuellement à la mise en place de sa structure administrative, notamment en recrutant du personnel et en élaborant les règles internes afférentes à son indépendance ainsi que les principes généraux régissant les relations du Bureau avec les autres organes et sections de la Cour.

Qui plus est, le Bureau est en train de créer une base de données juridique électronique qui contient pour l'heure quelque 180 articles relatifs à la participation des victimes, à leur protection et aux réparations. Outre cette base de données appelée à être reliée au projet général de la Cour en matière d'outils juridiques, le Bureau du conseil public pour les victimes met actuellement sur pied une bibliothèque qui sera certes essentiellement destinée à ses membres mais également accessible, à des fins de consultation, aux représentants légaux des victimes.

Enfin, dernier point mais non des moindres, des contacts ont été établis avec des ordres d'avocats, des juristes et des ONG de juristes afin de débattre des formes de coopération les plus appropriées à instaurer avec le Bureau, dans la mesure où l'une des fonctions premières de ce dernier est d'assister les représentants légaux des victimes dans l'accomplissement de leur mission devant la Cour.

Les principaux défis à venir

L'un des principaux défis à relever dans un proche avenir est la mise sur pied complète du Bureau et, notamment, sa dotation en personnel de façon à ce qu'il soit opérationnel dès le mois de juillet prochain.

La création d'un tel bureau constituant une première dans l'histoire de la justice pénale internationale, ses membres s'efforcent constamment de concevoir les structures les plus souples possibles et les plus aptes à répondre aux attentes des victimes et de leurs représentants légaux.

Compte tenu de ses ressources limitées, le Bureau s'attache également à constituer un réseau de partenaires locaux sur le terrain. En effet, représenter les victimes présuppose d'avoir un accès direct aux intéressées et de pouvoir communiquer avec elles dans leur propre langue.

C'est pourquoi le Bureau s'attache en priorité à étudier la possibilité d'établir un cadre de coopération avec les juristes locaux et à en définir l'étendue.

La page Internet du Bureau vient d'être finalisée. Elle figure sur le site de la Cour.



De gauche à droite: Orchlon Narantsetseg (Mongolia), Juriste, Paolina Massidda (Italie), Conseil Principal, José-Enrique García-Alcalá y Nieto (Espagne), Assistant administratif, Sarah Pellet (France), Juriste, Kalala, Mulamba (DR Congo), Stagiaire.

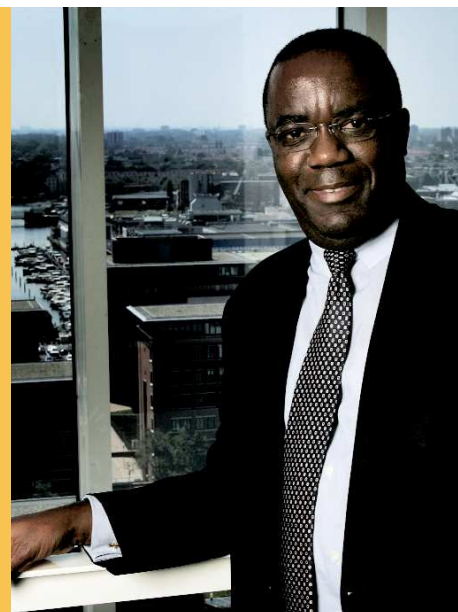
Décès du Dr. Medard Rwelamira

« Beaucoup d'entre nous ont perdu dans la disparition du Dr. Rwelamira un ami proche ; tous ont perdu un collègue toujours sympathique et d'une grande qualité professionnelle. Nous garderons du Dr. Rwelamira le souvenir d'un homme à la fois chaleureux et généreux. Nos pensées accompagnent sa famille dans ces temps douloureux » a déclaré le Président de la Cour pénale internationale, M. le juge Philippe Kirsch.

Le décès du Dr. Medard Rwelamira, Directeur du Secrétariat permanent de l'Assemblée des États parties, est survenu le 3 avril 2006 à Pretoria (Afrique du Sud). Les funérailles ont eu lieu le samedi 8 avril dans sa ville natale de Bukoba (République-Unie de Tanzanie). Mme la juge Akua Kuenyehia, première vice-présidente, a assisté à la cérémonie en tant que représentante de la Cour.

En 2004, le Dr. Rwelamira a été nommé directeur du Secrétariat permanent de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome. Il a participé au processus ayant débouché sur la création de la Cour pénale internationale. Ayant obtenu la nationalité sud-africaine, il a dirigé la délégation sud-africaine auprès de la Commission préparatoire de 1997 à 2001 et était également le conseiller juridique principal de la délégation sud-africaine lors de la Conférence diplomatique de plénipotentiaires ayant abouti à l'adoption du Statut de Rome en 1998. Il a également exercé les fonctions de Vice-président de la Commission sur la création de la CPI et a coordonné les travaux relatifs au chapitre IV du Statut (« Composition et administration de la Cour »).

Dr. Rwelamira laisse derrière lui sa femme Juliana et ses trois filles, Adeline, Adele et Anita.



Dr. Medard Rwelamira, 1948 - 2006

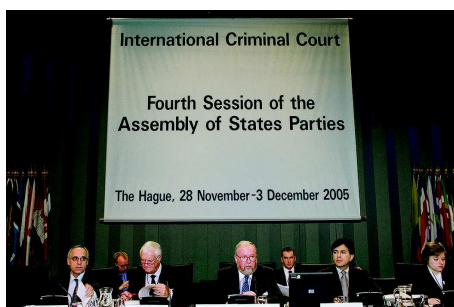
Photo : CPHCC / Hans Hordijk

Conclusions de la quatrième session de l'Assemblée des États parties

Lors de sa quatrième session qui s'est tenue à la Haye du 28 novembre au 3 décembre 2005, l'Assemblée des États parties a, entre autres dispositions, adopté le Code de conduite professionnelle des conseils et le Règlement du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes, défini les modalités de recrutement et de sélection du personnel mis à disposition de la Cour à titre gracieux, approuvé le projet de budget-programme pour l'exercice 2006 à hauteur de 80 471 200 euros et pour un effectif total de 624 personnes, institué un Bureau de liaison à New York, défini la procédure de pourvoi des sièges vacants au Conseil de direction du Fonds au profit des victimes et du Comité du budget et des finances, adopté un amendement relatif au mandat des membres du Conseil de direction du Fonds au profit des victimes, adopté les amendements à apporter au Règlement financier et aux Règles de gestion financière relatifs au Fonds pour imprévus et arrêté les dates et lieux des cinquième, sixième et septième sessions (2006-2009).

Reprise de la quatrième session

Lors de la reprise de sa quatrième session qui s'est déroulée au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 26 au 27 janvier 2006, l'Assemblée a élu aux postes de juges de la Cour pénale internationale M. Hans-Peter Kaul (Allemagne), M. Erkki Kourula (Finlande), Mme. Akua Kuenyehia (Ghana), M. Sang-hyun Song (République de Corée), Mme. Ekaterina Trendafilova (Bulgarie) et Mme Anita Ušacka (Lettonie). Leur mandat, d'une durée de neuf ans, a débuté le 11 mars 2006. L'Assemblée a



La quatrième session de l'Assemblée des États parties,

La Haye, 28 novembre - 3 décembre 2005

ensuite élu par consensus les membres ci-après du Comité du budget et des finances: M. Lambert Dah Kindji (Bénin), M. David Dutton (Australie), M. Fawzi Gharaibeh (Jordanie), M. Myung-jae Hahn (République de Corée), Mme Elena Sopková (Slovaquie) et M. Santiago Wins (Uruguay). Leur mandat de trois ans a débuté le 21 avril 2006.

Concernant les locaux provisoires destinés à accueillir le nombre croissant d'agents de la Cour en 2006, l'Assemblée a examiné le rapport sur la question que lui a présenté la Cour (ICC-ASP/4/INF.2), écouté la déclaration de l'État hôte et adopté la résolution ICC-ASP/4/Res.12, laquelle décrit la procédure d'élaboration d'un rapport à l'intention du Bureau qui devra être transmis par la suite au Comité du budget et des finances.

Bureau

Le 14 février 2006, le Bureau a opéré une refonte de ses deux groupes de travail, l'un situé à La Haye et l'autre à New York, et a adopté leurs

mandats respectifs. Le Bureau a chargé le groupe de travail sis à La Haye de se pencher sur les questions suivantes : les locaux provisoires, le lancement du processus de planification stratégique de la Cour, les propositions visant à favoriser une représentation géographique équitable et la parité hommes-femmes dans le recrutement du personnel, le budget, les locaux permanents, les questions relatives au pays hôte, notamment la délivrance de visas aux membres de l'Assemblée sans oublier le dialogue politique au niveau des ambassadeurs (vice-présidents).

Le Bureau a adopté un programme spécial pour les locaux provisoires, les deux vice-présidents du Bureau, l'ambassadeur Erwin Kubesch (Autriche), et l'ambassadeur Hlengiwe Mkhize (Afrique du Sud) étant chargés d'en faciliter le déroulement. Le groupe de travail a examiné d'urgence la question des locaux provisoires ainsi que ce qu'il est convenu d'appeler le provisoire du provisoire a mené de vastes consultations afin de s'assurer, entre autres choses, que les positions de la Cour sont prises en considération. Le groupe de travail de New York s'est vu, quant à lui, confier la mission de traiter les questions suivantes: la participation à l'Assemblée des États parties (y compris les mesures visant à accroître à la fois le nombre des ratifications et la participation des pays en développement), les arriérés (notamment les suggestions visant à encourager les versements ponctuels et les directives de présentation des documents relatifs aux demandes d'exemption), les propositions relatives à un mécanisme de contrôle indépendant et, enfin, l'aide à la mise sur pied du Bureau de liaison de New York.

Quatrième session de l'Assemblée en détail

Fonds au profit des victimes

Après des consultations approfondies au sein d'un groupe de travail créé dans le but d'examiner le projet de Règlement du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes constitué en application de l'article 79 du Statut, l'Assemblée a adopté le Règlement le 3 décembre. Ce texte traite de la gestion et de la supervision du Fonds par le Conseil de direction et le Secrétariat, ainsi que de la façon dont les contributions au Fonds seront reçues et gérées. Il régit également le cadre général d'utilisation des fonds, et notamment les modalités de saisine du Fonds, de même que les aspects relatifs à la mise en œuvre de ses activités et de ses projets. Par exemple, il fixe les procédures relatives au mode d'intervention du Fonds lorsqu'une chambre de la Cour ordonne que des réparations mises à la charge d'un individu reconnu coupable soient versées par l'intermédiaire du Fonds, mesure que la chambre peut prendre en vertu de la règle 98 du Règlement de procédure et de preuve quand elle décide d'octroyer une réparation collective ou individuelle difficile à mettre en œuvre par la Cour. Le Règlement précise également la façon dont le Conseil peut utiliser d'autres ressources provenant de contributions volontaires, ainsi que les circonstances dans lesquelles il peut, de sa propre initiative, engager des activités spécifiques destinées à fournir une réhabilitation physique ou psychologique ou un soutien matériel au profit des victimes et de leurs familles. Si le Conseil souhaite mettre en place de telles activités, le Règlement énonce qu'il doit en informer la chambre compétente. Si celle-ci ne lui indique pas dans un certain délai que l'activité proposée pourrait préjuger d'une quelconque décision devant être rendue par la Cour ou porter atteinte aux droits associés à un procès équitable, le Conseil peut procéder à la mise en place de l'activité en question. L'Assemblée a également adopté des résolutions concernant les sièges vacants au sein du Conseil de direction du Fonds au profit des victimes et le mandat de ses membres. Mme Simone Veil, Présidente du Conseil de direction,



La quatrième session de l'Assemblée des États parties,
La Haye, 28 novembre - 3 décembre 2005



Reprise de la quatrième session,
New York, 26-27 janvier 2006

s'est adressée à l'Assemblée pendant la session plénière inaugurale. Dans son discours, elle a souligné l'importance de l'adoption du Règlement pour que le Fonds puisse commencer à travailler. Elle a également fait appel à la générosité des États pour qu'ils contribuent au Fonds, lequel a atteint le seuil symbolique du million d'euros.

Budget et finances :

Le processus qui a abouti à l'adoption du budget-programme pour l'année 2006 par l'Assemblée des États parties a pris la forme d'un dialogue régulier avec les États parties, de discussions au sein de groupes de travail formels - tels que ceux créés par le Bureau de l'Assemblée - ainsi que de discussions informelles dans le cadre des réunions d'information organisées à l'intention du corps diplomatique et d'autres acteurs, dont les Amis de la Cour et autres organisations non gouvernementales. Ce travail préparatoire a été couronné par l'adoption du budget-programme pour l'année 2006 par l'Assemblée. L'augmentation par rapport au budget précédent découle directement des défis auxquels la Cour doit faire face dans le cadre de ses activités sur le terrain (nature des conflits en cours, spécificités géographiques des pays concernés, conditions environnementales, exigences linguistiques, logistiques et de sécurité) et dans le cadre de ses procédures judiciaires au siège. Le budget-programme pour 2006 est fondé sur les hypothèses suivantes : le Bureau du Procureur examinera jusqu'à huit situations et continuera de mener une enquête tout au long de l'année 2006 ; une quatrième situation sera ouverte à la mi-2006 ; un procès débutera au mois de mai 2006 et un autre au mois de juillet 2006. En adoptant le budget-programme pour l'année 2006, l'Assemblée des États parties a conclu que la Cour devrait conserver un certain degré de souplesse budgétaire, tout en préservant la transparence et la responsabilité financière nécessaires.

Activités de sensibilisation

Le Greffe a élaboré ses premières stratégies de sensibilisation du public dans le contexte des situations en Ouganda et en République démocratique du Congo, après avoir consulté le groupe interorganes chargé de la communication externe et les fonctionnaires de la CPI travaillant sur les situations faisant l'objet d'enquêtes, et en bénéficiant des conseils prodigués par ses partenaires locaux. La stratégie relative aux activités de sensibilisation à mener par la Cour concernant la situation au Darfour, au Soudan, est en passe d'être parachevée. Sur la base de ces stratégies répondant à des situations spécifiques, et à la suite d'une demande formulée par l'Assemblée des États parties lors de sa dernière session, la Cour a commencé à préparer un plan stratégique détaillé concernant ses activités de sensibilisation, qui doit être soumis à la considération du Comité du budget et des finances de l'Assemblée des États parties préalablement à la cinquième session de l'Assemblée. Ce plan détaillé comprendra une évaluation stratégique et des propositions concernant d'une part les objectifs de la Cour en matière de sensibilisation, et d'autre part la structure et les ressources requises pour que la Cour puisse mener efficacement son programme de sensibilisation à court et moyen terme, ainsi qu'une description des indicateurs de performance identifiés. Dans sa préparation du plan de sensibilisation, la Cour prend en considération la précieuse expérience des tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, celle du Tribunal spécial pour la Sierra Leone, ainsi que celle des organisations non gouvernementales menant des activités de sensibilisation pour soutenir ces institutions. Le plan prendra également en considération le rôle des acteurs extérieurs à la Cour qui mènent des actions de sensibilisation dans le cadre des situations affectées par ses activités.

Installation des juges élus en janvier 2006

Le vendredi 10 mars 2006, au siège de la Cour à La Haye, six juges de la Cour pénale internationale ont prêté serment lors d'une séance publique présidée par le juge Philippe Kirsch, Président de la Cour. La prestation de serment a eu lieu en présence du Président du Bureau de l'Assemblée des États parties, Son Excellence l'Ambassadeur Bruno Stagno Ugarte, conformément à la règle 5 du Règlement de procédure et de preuve de la Cour.

Selon l'Ambassadeur Stagno Ugarte, cette cérémonie témoigne du renouvellement de l'engagement en faveur de la fin de l'impunité, dans un monde où, trop longtemps, les victimes de génocide, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité se sont fréquemment vu refuser l'accès à la justice.

Les six juges ont été élus en janvier 2006 pour un mandat de neuf ans par l'Assemblée des États parties au Statut de Rome. Cinq des juges élus étaient déjà membres de la Cour pénale internationale. Il s'agit des juges Akua Kuenyehia (Ghana), Sang-Hyun Song (République de Corée), Hans-Peter Kaul (Allemagne), Erkki Kourula (Finlande) et Anita Ušacka (Lettonie). La juge Ekaterina Trendafilova (Bulgarie), élue pour la première fois par l'Assemblée des États parties, a également prêté serment.

En clôturant la cérémonie, le juge Kirsch a rappelé que le premier devoir des juges, réunis en session plénière, sera d'élire les membres de la Présidence et d'affecter les juges au sein des différentes sections.

Aux côtés des six juges nouvellement élus, étaient également présents à la cérémonie d'engagement solennel les autres juges de la Cour, le Procureur Luis Moreno Ocampo, le procureur adjoint Fatou Bensouda et le Greffier Bruno Cathala.



Juge Akua Kuenyehia (Ghana)



Juge Sang-hyun Song (République de Corée)



Juge Hans Peter Kaul (Allemagne)



Juge Erkki Kourula (Finlande)



Juge Anita Ušacka (Lettonie)



Juge Ekaterina Trendafilova (Bulgarie)

Photo : CPI-ICC / Hans Hordijk

Élection de la Présidence de la Cour

Réunis en session plénière le 11 mars, les juges ont élu la Présidence de la Cour à la majorité absolue. Les juges Philippe Kirsch (Canada) et Akua Kuenyehia (Ghana) ont été respectivement réélus Président et première vice-présidente la Cour. Le juge René Blattmann (Bolivie) a été élu second vice-président. Ils sont élus pour un mandat de trois ans.

Comme le prévoit le Statut, le premier vice-président remplace le Président lorsque celui-ci est empêché ou récusé. Le second vice-président remplace le Président lorsque celui-ci et le premier vice-président sont tous deux empêchés ou récusés.

Les fonctions de la Présidence participent de trois grands domaines : administration, fonctions judiciaires et relations extérieures. Dans le domaine administratif, la Présidence a pour mission de contrôler la bonne administration du Greffe et de s'assurer de la qualité et de l'efficacité des services fournis par ce dernier au corps judiciaire. En matière judiciaire, la Présidence est chargée d'organiser le travail des

Chambres et de mener à bien certaines tâches particulières, qui lui sont assignées par le Statut, le Règlement de procédure et de preuve ou le Règlement de la Cour. Sur le plan des relations extérieures, les activités de la Présidence comprennent notamment la négociation et la signature d'accords au nom de la Cour ainsi que la sensibilisation du public à la mission et l'action de cette dernière. À l'issue de l'élection de la Présidence, les juges ont débattu de la composition des différentes sections des Chambres et ont décidé de maintenir la composition actuelle et d'assigner la juge Ekaterina Trendafilova à la Section préliminaire.

La Section préliminaire est composée de sept juges :

Akua Kuenyehia, Claude Jorda, Hans-Peter Kaul, Mauro Politi, Fatoumata Diarra, Sylvia Steiner et Ekaterina Trendafilova.

La Section de première instance compte six juges :

René Blattmann, Karl Hudson-Phillips, Elizabeth Odio Benito, Maureen Harding Clark, Anita Ušacka et Sir Adrian Fulford.

La Section des appels est constituée de cinq juges :

Philippe Kirsch, Georgios M. Pikis, Navanethem Pillay, Sang-Hyun Song et Erkki Kourula.

Le Procureur fait état de progrès significatifs dans les enquêtes menées au Darfour

Le 13 décembre 2005, le Procureur de la Cour pénale internationale, M. Luis Moreno-Ocampo, s'est adressé au Conseil de sécurité de l'ONU pour faire le point sur l'état d'avancement des travaux de la Cour concernant la situation dans la région du Darfour (Soudan). La situation prévalant au Darfour depuis le 1er juillet 2002 avait été déferée à la Cour par le Conseil de sécurité le 31 mars 2005 en application de la résolution 1593 (2005). Le Procureur a déclaré que d'importants progrès avaient été réalisés dans l'enquête relative au Darfour depuis sa précédente allocution devant le Conseil de sécurité, le 29 juin 2005. D'après ses indications, l'enquête se concentrera, dans la deuxième phase qui s'annonce, sur la sélection d'un certain nombre d'actes criminels et « sur les personnes qui en portent la responsabilité la plus lourde ». Il a précisé qu'à ce stade, aucune décision n'avait été prise quant aux personnes qui feront l'objet de poursuites. M. Moreno-Ocampo a expliqué que les activités menées par la Cour au Darfour avaient été entravées par le processus complexe de transition politique dans lequel se trouve la région et par un climat de violence permanente. Il a indiqué que la protection des victimes et des témoins était au cœur des préoccupations de la Cour. A ce titre, le Procureur a plaidé pour la mise



Le Procureur
Luis Moreno-Ocampo

en place d'un système efficace de protection des victimes et des témoins, ajoutant qu'en l'absence d'un tel système, les enquêtes avaient jusqu'à présent dû être menées en dehors du Darfour. « Ces restrictions n'ont cependant pas empêché l'enquête de bien progresser », a-t-il écrit dans son deuxième rapport présenté au Conseil de sécurité en application de la résolution 1593

(2005). Afin de multiplier les chances du Bureau de rassembler des éléments de preuve pertinents, le Procureur entend solliciter un renforcement de la coopération de la part du Gouvernement soudanais. Il a assuré au Conseil de sécurité qu'une relation de collaboration était à présent engagée et qu'il le tiendrait informé de l'évolution de la situation.

Les relations entre la Cour pénale internationale et le Conseil de sécurité de l'ONU

Le 30 novembre 2005, le conseiller juridique principal et chef de la Section des avis juridiques du Bureau du Procureur, Morten Bergsmo, s'est exprimé lors d'un séminaire organisé conjointement par les pays nordiques au World Forum Theatre, en marge de la 4e session de l'Assemblée des États parties, et consacré aux relations entre la Cour pénale internationale (CPI) et le Conseil de sécurité de l'ONU. L'allocution de M. Bergsmo a essentiellement porté sur les difficultés que les renvois de situations par le Conseil de sécurité pourraient présenter pour la CPI.

M. Bergsmo a fait observer que nonobstant le fait que les renvois par le Conseil de sécurité étaient bien souvent considérés comme étant différents de ceux effectués par les États parties ou des communications relevant de l'article 15, la CPI appliquait quant à elle la même procédure d'enquête à toutes les situations. Il a ajouté que « les enquêtes sur des crimes présumés déferés à la Cour par le Conseil de sécurité ne différaient

pas vraiment des deux autres catégories d'enquête et que telle était bien la réalité quotidienne au sein du Bureau du Procureur de la CPI ». Autrement dit, peu importe le mode de saisine de la Cour puisque la situation comme l'enquête susceptibles d'en découler font l'objet de la même procédure.

Cela étant, M. Bergsmo a rappelé que seules quelques questions de droit propres aux renvois effectués par le Conseil de sécurité à la CPI avaient été abordées jusqu'ici. D'aucuns argueront que le problème tient au risque d'une justice sélective, autrement dit, le risque que le Conseil de sécurité, organe éminemment politique, fasse preuve de partialité dans le choix des situations qu'il décide de déferer à la CPI. M. Bergsmo a par ailleurs fait valoir lors de ce séminaire que le simple renvoi par le Conseil de sécurité d'une situation à la CPI n'impliquait pas automatiquement que la Cour décide de connaître de celle-ci. Il appartient en effet au seul Procureur, en vertu des devoirs que lui confère le Statut de Rome, de juger « s'il y a une base raisonnable pour ouvrir une enquête », y

compris dans le cas d'un renvoi effectué par le Conseil de sécurité. Or c'est précisément ce qu'a fait le Bureau du Procureur s'agissant de la situation relative au Darfour. Celle-ci a fait l'objet d'un renvoi par le Conseil de sécurité à la CPI le 31 mars 2005 mais la décision d'ouvrir l'enquête en cours n'est intervenue qu'en juin 2005.

M. Bergsmo s'est ensuite penché sur les problèmes concrets que posent les renvois effectués par le Conseil de sécurité. La coopération des États demeure une question d'une importance cruciale, notamment en raison de la latitude laissée aux États par l'article 99-1 du Statut de Rome, pour ce qui est de « donner suite aux demandes d'assistance » formulées par la Cour pénale internationale, ce qui pourrait être source de difficultés pour la CPI. Il n'en demeure pas moins que dès lors qu'un gouvernement renvoie une situation devant la Cour, on peut raisonnablement s'attendre qu'il mette tout en œuvre pour l'assister dans ses travaux. M. Bergsmo a souligné que par bonheur, le Conseil de sécurité avait, dans la résolution portant renvoi de la situation au Soudan, imposé très clairement au Gouvernement du Soudan de coopérer avec la CPI en ce qui concerne la situation au Darfour.

Réunion avec les ONG lors de l'Assemblée des États parties

Le mercredi 30 novembre 2005, les principaux membres du Bureau du Procureur se sont réunis dans le cadre de la session annuelle de l'Assemblée des États parties avec les représentants de plus d'une trentaine d'organisations non gouvernementales (ONG) ainsi que divers membres de la presse. Composé de participants originaires de quatre continents, le groupe de discussion avait pour mission – outre de faire le point sur deux situations et sur une affaire faisant l'objet d'une enquête actuellement menée par le Bureau du Procureur – de renforcer le partenariat entre le Bureau du Procureur et les ONG.

Le Procureur de la Cour pénale internationale, M. Luis Moreno-Ocampo, a ouvert la réunion en rappelant brièvement les faits nouveaux dans l'affaire ouverte par la Cour concernant les événements dans le nord de l'Ouganda ainsi que dans les deux situations en cours dans la région du Darfour au Soudan et en République démocratique du Congo (RDC). Il a mis l'accent sur la complexité du mandat confié au Bureau du Procureur, notamment en termes de préservation de la confidentialité et de garantie de la transparence, et exposé plus en détail la question de la protection des témoins et des victimes. Devenue un sujet d'une brûlante actualité au Darfour, la sécurité ou plutôt l'absence de sécurité a nécessité de mener une

grande partie des investigations à Khartoum, autrement dit en dehors du Darfour, tout simplement parce qu'aux dires mêmes du Procureur, « être au Darfour comportait trop de risques ». En dépit de ces difficultés, le Bureau du Procureur a enregistré des progrès importants, raison pour laquelle ses effectifs sont passés de 40 employés voici tout juste deux ans à 150 aujourd'hui.

Après ce rapide tour d'horizon et avant de donner la possibilité aux participants de poser des questions, le Procureur a souligné toute l'importance du rôle joué par les ONG dans l'évolution de la Cour et remercié ces mêmes ONG de rendre possible la tenue de telles réunions.

Les participants ont manifesté tout au long de la session un réel intérêt à l'égard des progrès accomplis par le Bureau du Procureur dans le cadre de la situation ouverte en RDC. Le Procureur a répondu aux questions sur la progression de l'enquête en déclarant qu'il était « de plus en plus probable » que la délivrance de mandats d'arrêt soit demandée.

D'autres questions ont porté sur les moyens que la Cour entendait mettre en œuvre pour faire appliquer ses décisions et sur la définition de certains termes. Depuis la délivrance en octobre dernier d'un mandat d'arrêt à l'encontre de cinq rebelles ougandais, on a largement débattu des

moyens à employer pour les appréhender et les placer en détention. Car, faute de disposer de sa propre force de police, la Cour est tributaire des États concernés par ces situations pour faire arrêter les personnes visées par ces mandats. Et si les États en question n'ont pas les moyens de satisfaire aux conditions de sécurité requises, ils n'ont d'autre choix que d'en appeler à l'aide internationale, ce qui a de nouveau été souligné lors de la conférence.

Également au centre des débats, le degré de « gravité » des affaires. « Comment définir le degré de gravité ? » et « qui doit le définir ? », telles ont été les deux grandes questions posées par les participants. Le Procureur adjoint, Fatou Bensouda, et le Procureur ont tous deux expliqué que le Bureau jugeait du degré de gravité par l'analyse des éléments de preuve.

Le débat, qui a duré plus de deux heures et s'est ensuite prolongé de manière informelle, permettant ainsi au Bureau du Procureur et aux représentants des ONG de débattre plus avant des questions abordées, était en soi riche d'enseignements, mais a aussi servi de prélude à la conférence des ONG organisée par la Cour pénale internationale en janvier, laquelle a permis aux ONG de faire le point sur les sujets abordés lors de la Conférence de l'Assemblée des États parties et de rencontrer des représentants de l'ensemble des organes de la Cour.

Serge Brammertz prend la tête de l'enquête ouverte par l'ONU sur l'assassinat de l'ex-Premier Ministre libanais Rafiq Hariri

Serge Brammertz, procureur adjoint chargé des enquêtes de la Cour pénale internationale, a officiellement pris, le 24 janvier 2006, la tête de l'enquête ouverte par l'Organisation des Nations Unies sur l'assassinat de l'ex-Premier Ministre libanais Rafiq Hariri. Nommé chef de la Commission d'enquête internationale indépendante au Liban par le Secrétaire général Kofi Annan, il succède ainsi à Detlev Mehlis (Allemagne).

Après avoir informé le Président de la Cour et consulté le Bureau de l'Assemblée des États parties, le Procureur de la Cour pénale internationale, M. Luis Moreno-Ocampo, a décidé d'autoriser M. Brammertz à s'absenter pendant six mois du Bureau du Procureur de la CPI. Dans une déclaration faite à la presse, le Procureur a indiqué que M. Brammertz avait été autorisé à s'absenter pour « contribuer à la recherche de la vérité et des responsabilités concernant une question grave qui touche l'ensemble de la communauté internationale ». Le Bureau du Procureur de la CPI fait



Serge Brammertz

Photo : CPI-CPI / Wim van Cappellen

actuellement des progrès significatifs dans les enquêtes concernant la situation en République démocratique du Congo, au nord de l'Ouganda et au Darfour. Afin de prévenir toute interruption dans le déroulement des enquêtes pendant l'absence de M. Brammertz, le Procureur, M. Luis Moreno-Ocampo, prendra

personnellement la direction de la Division des enquêtes tandis que M. Michel de Smedt, chef de la Section de la planification et de l'appui aux enquêtes, gèrera les activités opérationnelles. Le procureur adjoint chargé des poursuites, Mme Fatou Bensouda, assumera pour sa part les activités de représentation de M. Brammertz.

Visite du Président Kirsch en Inde et au Pakistan

Le Président Kirsch s'est rendu en Inde en décembre 2005 après une première visite effectuée en 2004 lors de la deuxième conférence juridique internationale de l'Indian Society of International Law à Delhi, à laquelle il avait été convié à participer en qualité d'orateur invité. En 2005, l'Indian Society of International Law a choisi de placer sa troisième conférence internationale sous le signe des 'nouvelles tendances en matière de jurisprudence pénale internationale'. Invité cette année encore à s'exprimer lors de l'inauguration

de la conférence, le Président Kirsch a également profité de son voyage en Inde pour prononcer un discours à la conférence de présentation de l'étude du CICR sur le droit international humanitaire coutumier, une conférence organisée conjointement par le CICR et l'Asian-African Legal Consultative Organisation. M. Kirsch a en outre participé à diverses réunions, notamment avec des députés, des ministres, des juges, des organisations non gouvernementales et des représentants des médias.

Le Président s'est par ailleurs rendu au Pakistan à l'invitation de la Research Society of International Law (RSIL), sise à Lahore. La RSIL avait organisé à son intention une série de conférences à Lahore et à Islamabad en présence de hauts représentants du Gouvernement et de l'armée, ainsi que de journalistes et d'universitaires. Tout comme en Inde, M. Kirsch a eu l'occasion de rencontrer d'éminentes personnalités parmi lesquelles plusieurs parlementaires, des responsables des pouvoirs publics et des juges.

La CPI participe à des ateliers d'information et de sensibilisation dans le nord de l'Ouganda



Atelier organisé à Kitgum à l'attention des ONG



Atelier organisé à Gulu à l'attention des chefs traditionnels

Entre le 20 et le 31 mars 2006, la Cour pénale internationale a participé à un certain nombre d'ateliers d'information dans le nord de l'Ouganda.

Le premier des trois ateliers qui ont eu lieu à Gulu a été organisé en association avec

l'Initiative de paix des responsables religieux acholi (ARLPI), le deuxième avec l'institution culturelle acholi Ker Kwaro Acholi, et le troisième avec le forum d'ONG de Gulu, en partenariat avec la Coalition ougandaise pour la Cour pénale internationale (UCICC).

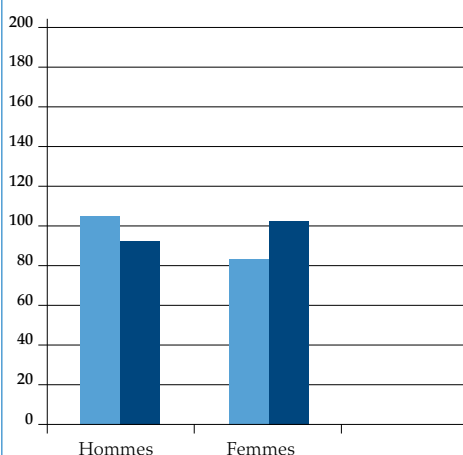
Environ 120 personnes ont participé à ces trois activités. D'autres ateliers ont été organisés à Kitgum, Lira et Soroti par des forums d'ONG locales, en partenariat avec l'UCICC. Plus de 120 membres d'ONG locales y ont participé.

Ces ateliers, qui font partie du programme d'information et de sensibilisation de la CPI en Ouganda, avaient pour objectif de diffuser des informations sur la CPI et d'entendre les préoccupations exprimées par les représentants des communautés locales les plus concernées par le travail de la Cour.

Lors de ces ateliers, le personnel de la CPI a donné des informations sur les enquêtes menées par la Cour dans le nord de l'Ouganda, sur la façon dont les victimes peuvent participer aux procédures devant la Cour, sur la protection des témoins et sur la Cour en général, y compris sur son mandat et sa compétence.

En outre, les participants ont été informés des derniers développements concernant le programme d'information et de sensibilisation de la Cour en Ouganda. La nécessité de continuer à informer les communautés locales au sujet de la CPI a également été évoquée.

Dernières mises à jour concernant le recrutement



La CPI compte 306 employés dans des postes inscrits au budget, 203 sont des hommes et 187 des femmes venant de 67 pays.

Non-inclus :
22 Postes électifs
114 Postes temporaires

■ Administrateurs
■ Services généraux

Derniers Documents publiés

Chambre Préliminaire I

03.05.2006	Registrations in the record of material presented at the ex parte closed hearing of 2 February 2006 ICC-01/04-01/06-19 Anglais
02.05.2006	Observations of the Defence relating to the system of disclosure in view of the Confirmation Hearing ICC-01/04-01/06-92 Anglais
02.05.2006	Prosecution's Final Observations on Disclosure ICC-01/04-01/06-91 Anglais
02.05.2006	Demande de prorogation de délai pour l'envoi du mémoire du Représentant légal des victimes VPRS 1 à 6 suite aux observations du Procureur et du Conseil de la défense, au sujet du statut de victime des demandeurs VPRS 1 à VPRS 6 dans le cadre de l'affaire "Le Procureur c. Thomas Lubanga Dylo". ICC-01-04-01-06-90 - Français
01.05.2006	Prosecution Response to Thomas Lubanga Dyilo's Brief in Support of the Appeal ICC-01/04-01/06-89 Anglais
01.05.2006	Filing of Incriminating Evidence and Potentially Exculpatory Evidence ICC-01/04-01/06-87 Anglais
27.04.2006	Decision : "Decision on the Presiding Judge of the Appeals Chamber" Anglais
26.04.2006	Summary of Decisions : "Decisions on the Registrar's request for extension of his mandate in relation to the execution of the arrest warrant against Mr Thomas Lubanga Dyilo" Anglais
26.04.2006	Summary of Decision : "Decision convening an in camera meeting with the Prosecution on 2 May 2006" Anglais
26.04.2006	Prosecutions Response to inter alia the Request of the Defence for Unrestricted Access to the Entire Record of the Situation in the DRC ICC-01/04-01/06-86 - Anglais
26.04.2006	Prosecution's Submission of Further Information and Materials (Datée du 18.03.2006 - Rendue publique en application de la décision ICC-01/04-01/06-80) ICC-01/04-01/06-39-AnxD - Anglais
26.04.2006	Submission of Formatted and Redacted Documents (Datée du 18.03.2006 - Rendue publique en application de la décision ICC-01/04-01/06-80) ICC-01/04-01/06-39-AnxA - Anglais
25.04.2006	Submission of the Proposed Redacted Transcript of the in camera Meeting of 17 March 2006 ICC-01/04-01/06-84 - Anglais
25.04.2006	Prosecutor's Application for Extraordinary Review of Pre-Trial Chamber I's 31 March 2006 Decision Denying Leave to Appeal (with Annex) ICC-01/04-141 - Anglais ICC-01/04-141-Anx1 - Anglais
21.04.2006	Decision Reclassifying Certain Documents in the Record of the Situation in the Democratic Republic of the Congo ICC-01/04-140 - Anglais
21.04.2006	Décision relative à la requête du Procureur sollicitant l'autorisation d'interjeter appel de la décision de la Chambre du 17 janvier 2006 sur les demandes de participation à la procédure de VPRS 1, VPRS 2, VPRS 3, VPRS 4, VPRS 5 et VPRS 6 ICC-01/04-135 - Traduction : Anglais Français
20.04.2006	Decision on the Agenda of the Hearing of 24 April 2006 ICC-01/04-01/06-82 - Anglais

Chambre Préliminaire II

20.04.2006	Mandat d'arrêt contre Dominic Ongwen ICC-02/04-01/05-57-Corr Traduction : Acholi
20.04.2006	Mandat d'arrêt contre Okot Odhiambo ICC-02/04-01/05-56-Corr Traduction : Acholi
20.04.2006	Mandat d'arrêt contre Raska Lukwiya ICC-02/04-01/05-55-Corr Traduction : Acholi
20.04.2006	Mandat d'arrêt contre Vincent Otti ICC-02/04-01/05-54-Corr Traduction : Acholi
20.04.2006	Mandat d'arrêt de Joseph Kony délivré le 8 juillet 2005, tel que modifié le 27 septembre 2005 ICC-02/04-01/05-53-Corr Traduction : Acholi
18.04.2006	Order to the Prosecutor to Provide Information on Further Unsealing of Documents of the Record ICC-02/04-01/05-82 - Anglais
11.04. 2005	Prosecutor's Submission of BBC News Article Dated 4 October 2005 as Referred To During Hearing Held on 6 October 2005 (Daté 11.10.2005 - Rendu publique en application de la décision ICC-02/04-01/05-78) ICC-02/04-01/05-51 - Anglais
11.04. 2005	Registration in the Record of the Memorandum of Service regarding the Transmission to the Republic of Sudan of the Requests for Arrest and Surrender in accordance with the Decision on the Prosecutor's Urgent Application dated 26 September 2005 (Daté 07.10.2005 - Rendu publique en application de la décision ICC-02/04-01/05-78) ICC-02/04-01/05-49 - Anglais
11.04. 2005	Registration in the Record of the Memorandum of Service regarding the Transmission to the Republic of Uganda of the Requests for Arrest and Surrender in accordance with the Decision on the Prosecutor's Urgent Application dated 26 September 2005 (Daté du 07.10.2005 - Rendu publique en application de la décision ICC-02/04-01/05-78) ICC-02/04-01/05-48 - Anglais
11.04. 2005	Versement au dossier par le Greffier du procès-verbal de transmission à la République démocratique du Congo des demandes d'arrestation et de remise conformément à la Décision relative à la demande urgente du Procureur datée du 26 septembre 2005 (Daté du 07.10.2005 - Rendu publique en application de la décision ICC-02/04-01/05-78) ICC-02/04-01/05-47 - Français
11.04. 2005	Submission of Information Regarding Dominic Ongwen (Daté du 05.10.2005 - Rendu publique en application de la décision ICC-02/04-01/05-78) ICC-02/04-01/05-43 - Anglais
11.04. 2005	Decision on the Prosecutor's Urgent Application dated 26 September 2005 (Daté 27.09.2005 - Rendu publique en application de la décision ICC-02/04-01/05-78) ICC-02/04-01/05-27 - Anglais
11.04. 2005	Registration in the Record of Material presented during the ex parte Hearing Held in Closed Session on 16 June 2005 (Daté du 27.06.2005 - Rendu publique en application de la décision ICC-02/04-01/05-78) ICC-02/04-15 - Anglais